

« Nous ne sommes pas là pour chercher l'affrontement »

Le général Germanos est venu inspecter le dispositif « Turquoise » et rappeler les objectifs de l'intervention.

GIKONGORO :
de notre envoyé spécial
François LUIZET

17. 17.

Remettre les pendules à l'heure, c'est dans ce but que le général de division Raymond Germanos, sous-chef des opérations à l'état-major des armées, est venu, hier, à Gikongoro. Il s'agissait, en premier lieu, d'atténuer l'effet désastreux produit, lundi, par les déclarations « va-t-en-guerre » du colonel Didier Thibaut, commandant ici le dispositif de l'opération « Turquoise ».

Il s'agissait aussi de faire le point, quinze jours après le début de la mise en place du dispositif. Le général a indiqué que les buts fixés étaient atteints et qu'à l'heure actuelle 2.500 hommes et 560 véhicules sont en place. Mais pour adoucir les propos guerriers du colonel, le général a déclaré : « *Nous tenons à marquer notre neutralité partout. Nous ne sommes pas là pour chercher l'affrontement. Ce n'est pas à nous à jouer un rôle d'interposition. Mais nous ne laisserons pas commettre des attaques là où nous pouvons intervenir...* ».

En ce qui concerne la date du départ du contingent français, le général Germanos a maintenu la fin du mois de juillet. Le général a encore répété à plusieurs reprises : « *Ce que nous voulons, c'est éviter qu'il y ait des affrontements. Je voudrais que ce message soit compris...* »

Des contacts ont été pris avec la Minuar (Mission des Nations unies au Rwanda) qui, dans la deuxième phase de son installation, comportera plusieurs détachements étrangers, ghanéens notamment.

Les apaisements diplomatiques n'ont pas modifié les mesures de protection prises par l'armée française tout autour de Gikongoro. Dans le périmètre, la mission n'a pas changé. Elle est clairement définie en gros caractères sur les murs du PC du colonel Thibaut : « *Tenir Gikongoro, reconnaître au plan humanitaire la zone au sud de l'axe. Par ailleurs, amener les milices détruites par les barrages à faire disparaître les armes.* »

L'armée française comme bouclier

Tout est en ordre, les emplacements de tirs Milan, les mortiers de 120 mm, les postes d'observation et les contrôles aux entrées de la ville. Les forces spéciales ne relâchent pas leur surveillance, multiplient les patrouilles de jour comme de nuit.

Un incident est toujours possible avec les éléments armés que le FPR prétend ne pas combattre. Ce sont eux, par exemple, qui, dimanche lors de l'évacuation à Butare d'un orphelinat, avaient ouvert le feu sur les soldats français.

En outre, les Français poursuivent leur mission humanitaire. Hier, quelques minutes avant l'arrivée à Gikongoro du général Germanos, on a encore déposé au PC plusieurs blessés qui ont été transportés à l'antenne médicale d'urgence installée par les médecins français de l'hôpital militaire de Marseille à Cyanguru. Mais qui protège-t-on ? Qui protège qui ? Il est certain que parmi les Hutus réfugiés se trouvent des assassins qui ont participé à la tentative de « solution finale », mise en œuvre depuis le 7 avril.

A Kibuye, comme à Gikongoro ou Shangi, des préfets, des sous-préfets ou des bourgmestres ont mené les massacres. Aujourd'hui, ils pensent échapper à la vengeance du FPR en se servant de l'armée française comme bouclier.

Ces assassins, responsables d'un crime contre l'humanité, sans précédent, si ce n'est au Cambodge, ne se cachent pas. Ils ricangent quand on évoque devant eux la tragédie des mois d'avril, mai et juin, ou alors déclarent, sans pudeur, tout ignorer de ce qui a pu se passer. Pourtant, les charniers existent autour des écoles dont certaines portent encore les traces de la tuerie : murs maculés de sang et impacts sur les façades.

Sauvetage de milliers de Tutsis

Mais il y a aussi des innocents, des femmes et des enfants étrangers au carnage. L'opération « Turquoise » a également permis de sauver des milliers de Tutsis dans la région de Bisesero notamment, comme le faisait observer Madeleine Raffin, responsable de Caritas à Gikongoro : « *On sait que les massacres hutus ont fait 500 000 morts tutsis, mais c'est un million de plus qui seraient morts sans l'intervention française...* ».

Du point de vue militaire, il est vraisemblable que le FPR va maintenant consacrer tous ses efforts au Nord-Ouest et à la préfecture de Gisenyi où se trouve le gouvernement provisoire rwandais.

Quant à la zone de sécurité arrêtée par la France, elle se présente comme un triangle de 100 km de côté et compte, pour le moment, une population de 3 500 000 habitants. Il s'agit des trois préfectures de Cyangugu, Kibuye et Gikongoro. C'est vers cette zone de sécurité que continuent chaque jour d'affluer les réfugiés que l'avance du FPR contraints à la fuite.

A Gikongoro même, la population est rassemblée par la détermination française à faire respecter la zone de sécurité, mais indignée de la reconnaissance du FPR par Paris. Les militaires français, quant à eux, continuent à ne pas se poser de question. Comme dit l'un des officiers : « *On obéit. Un point c'est tout.* »

F. L.